

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 7–11 novembre 2005**

## QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du  
jour**

### MISE À JOUR SUR LA MISE EN OEUVRE ET LES RÉALISATIONS DU MÉMORANDUM D'ACCORD ENTRE LE PAM ET LE NEPAD

Pour information\*

**F**

Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2005/4-G**  
13 octobre 2005  
ORIGINAL: ANGLAIS

\* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Conseiller principal pour l'Afrique, PD:      M. H. Salha      tél.: 066513-2301

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2645).



---

## CONTEXTE

1. Une note d'information sur le soutien du PAM au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), accompagnée d'un mémorandum d'accord signé entre le PAM et le NEPAD le 19 novembre 2003, a fait l'objet du point 4 f) de l'ordre du jour de la première session ordinaire du Conseil d'administration de 2004.
2. Le mémorandum identifie les domaines pouvant faire l'objet d'une coopération dont: i) la sécurité alimentaire et la protection des moyens de subsistance; ii) l'alimentation scolaire et l'éducation de base; iii) la nutrition; iv) la santé maternelle et infantile; v) le VIH/sida; vi) l'analyse de la vulnérabilité; vii) l'évaluation des besoins d'urgence; viii) la planification d'urgence; ix) la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours; et x) le renforcement des capacités nationales et régionales. Le PAM et le NEPAD ont décidé ensemble d'agir immédiatement dans deux domaines prioritaires —les systèmes de réserve alimentaire et l'alimentation scolaire.
3. Lors de la troisième session ordinaire de 2004, le Conseil a pris note d'un document d'information relatif à une étude envisageant divers systèmes de réserve alimentaire d'urgence possibles en Afrique. Cette étude, sollicitée par le NEPAD, a été réalisée par le PAM en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), la Banque mondiale, l'Union européenne, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), les communautés économiques régionales africaines et les pays concernés. Les réserves alimentaires sont l'un des axes prioritaires du Programme détaillé du NEPAD pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) qui s'inscrivent dans le cadre de la préparation et de la réaction aux situations d'urgence.
4. Lors de la première session ordinaire de 2004, le Conseil d'administration a demandé que le Secrétariat soumette, au minimum tous les deux ans, un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du mémorandum d'accord, en particulier en ce qui concerne les domaines d'action prioritaire. La présente note d'information a été élaborée pour répondre à cette demande.

---

## PROGRES REALISES JUSQU'A PRESENT

### Systemes de réserve alimentaire

5. En collaboration avec la FAO, la Banque mondiale et l'IFPRI, le NEPAD et le PAM ont organisé un séminaire de haut niveau à Johannesburg (Afrique du Sud) du 30 novembre au 2 décembre 2004. Des experts de haut niveau délégués par les communautés économiques régionales, certains États membres, l'Union africaine, des partenaires techniques et internationaux, et le secteur privé se sont réunis pour examiner les conclusions et les recommandations de l'étude sur les systèmes de réserve alimentaire d'urgence et pour discuter et mettre en commun les enseignements tirés des expériences, passées et présentes, relatives à ces systèmes, à la planification d'urgence, aux systèmes d'alerte rapide et au rôle du commerce transfrontalier dans le renforcement de la sécurité alimentaire régionale.
6. Les participants au séminaire ont formulé des recommandations visant à encourager la création de comités consultatifs régionaux sur les réserves alimentaires qui seraient chargés de superviser les systèmes de réserve alimentaire et d'aider les pays membres à mettre à jour l'ensemble de leurs cadres de politique agricole nationale afin d'y inclure les questions de sécurité alimentaire, de nutrition et de gestion des réserves alimentaires.



7. Ces recommandations, ainsi que les actions prioritaires, ont été à l'ordre du jour des quatre réunions qui ont été conjointement organisées par le NEPAD, le Groupe des huit (G8) et les communautés économiques régionales sur le plan d'exécution du PDDAA. Ces réunions se sont tenues: fin janvier 2005 pour l'Afrique de l'Est et la Corne d'Afrique, sous la direction du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA); à la mi-février 2005 pour l'Afrique australe, sous la coordination de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC); début mars 2005 pour l'Afrique occidentale et centrale, sous la co-présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), et début mai 2005 pour l'Afrique du Nord avec l'Union du Maghreb arabe. Une réunion de synthèse a été organisée à l'intention des chefs d'État à la mi-mai 2005 à Accra.
8. Lors de la réunion d'Accra, les participants ont sélectionné les domaines d'action prioritaire correspondant aux recommandations du séminaire, à savoir:
  - i) mise en place par l'Union africaine et le NEPAD d'un programme de sécurité alimentaire et de nutrition afin de traiter des problèmes de l'insécurité alimentaire, de la faim et de la malnutrition; ce programme sera administré par le biais du PDDAA-NEPAD;
  - ii) pour chaque communauté économique régionale, en particulier la SADC et la CEDEAO, institution d'un conseil consultatif de haut niveau sur les politiques relatives à la faim et à la nutrition pour travailler en liaison avec les organes nationaux et contribuer à l'élaboration d'un document de politique régionale destiné à orienter les politiques nationales ayant trait à la faim et à la malnutrition;
  - iii) élaboration de modèles de fonctionnement afin de promouvoir la production, la distribution et la commercialisation locales des aliments enrichis composés, qui sont particulièrement nutritifs et énergétiques, pour certains groupes vulnérables ciblés;
  - iv) consolidation des filets de sécurité appuyés par l'aide alimentaire, dont l'initiative d'alimentation scolaire issue de la production locale et les activités liées au VIH/sida;
  - v) examen des systèmes régionaux d'alerte rapide, notamment dans la région de la SADC, et renforcement des évaluations de la vulnérabilité avec l'appui de la FAO et du PAM; et
  - vi) dans toute la mesure possible et en collaboration avec la FAO, maintien et élargissement des activités de suivi de l'enquête régionale actuellement réalisée par le réseau d'alerte rapide en cas de famine et le PAM sur le commerce informel et transfrontalier de produits alimentaires en Afrique australe, et choix d'un centre institutionnel plus durable pour ces activités qui sont appelées à devenir permanentes au sein des communautés économiques régionales; les résultats de ces études doivent être intégrés dans le bilan des disponibilités alimentaires.
9. L'Agence des États-Unis pour le développement international, le PAM, l'Initiative micronutriments et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont co-parrainé une consultation avec les secrétaires et les directeurs permanents sur le thème de la faim et de la malnutrition en Afrique australe; cette consultation, organisée conjointement par la SADC et le NEPAD, a eu lieu les 20 et 21 juin 2005 à Gaborone. La SADC et le NEPAD ont convenu d'établir un organe consultatif de politique régionale pour la faim et la malnutrition qui sera chargé, en collaboration avec les partenaires de développement concernés, de la mise en application des recommandations. Un nutritionniste a été affecté à la SADC et au NEPAD. Le NEPAD et la CEDEAO prévoient une démarche similaire pour l'Afrique occidentale.



10. Le plan d'action établi au lendemain de la réunion d'Accra sera examiné au cours des journées de réflexion du NEPAD prévues les 24 et 25 octobre 2005. Les modalités pour l'accélération de la mise en œuvre des activités du PDDAA à l'échelle locale et pour la définition de l'appui institutionnel, technique et financier requis y seront également arrêtées.
11. Lors du séminaire de Johannesburg sur les systèmes de réserve alimentaire, le délégué du Nigéria a demandé au PAM d'organiser un atelier national sur la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours, et de réaliser une enquête sur les marchés alimentaires locaux. L'atelier s'est déroulé à Kaduna (Nigéria) du 16 au 20 mai 2005. Madagascar a commandité une étude sur les réserves de riz que le PAM a réalisée en collaboration avec la FAO, la Banque mondiale et d'autres partenaires.

### Programme de santé et d'alimentation scolaire basée sur la production locale

12. Le NEPAD, le PAM et le Groupe de travail du Millénaire sur la faim ont lancé un programme expérimental de santé et d'alimentation scolaire basée sur la production locale. Ce programme a été conçu pour créer un lien entre l'alimentation scolaire et le développement agricole grâce à l'achat et à l'utilisation de produits alimentaires locaux.
13. Une note d'information sur le programme exécuté en Ouganda, qui était l'un des projets pilotes les plus avancés, a été soumise au Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire de 2004. Le Gouvernement ougandais et le PAM ont signé un mémorandum d'accord le 21 janvier 2005 à Kampala et le gouvernement a fait don de 1,5 million de dollars E.-U. au PAM. Le processus de mise en œuvre, qui devait débuter fin janvier 2005, a été retardé car des débats complémentaires entre le gouvernement et le groupe d'organismes de financement de l'éducation se sont avérés nécessaires pour tenir compte de l'analyse en cours des programmes et des projets réalisés dans le secteur.
14. Le programme du NEPAD d'alimentation scolaire basée sur la production locale et les résultats de l'étude sur les systèmes de réserve alimentaire ont suscité un intérêt et des espoirs considérables. Le Nigéria est l'un des dix pays africains sélectionnés par le NEPAD pour tester le programme. Le Gouvernement du Nigéria a sollicité l'aide du PAM pour mettre sur pied un programme de santé et d'alimentation utilisant des ressources et des produits locaux. Pour répondre à cette demande, le PAM a délégué deux missions techniques en octobre et en décembre 2004. Un document de réflexion et un plan de travail préliminaire élaborés par le Comité directeur de l'alimentation scolaire ont été soumis au Ministère fédéral de l'éducation. Le document de projet est en cours de formulation, la phase d'essai d'un programme d'alimentation scolaire durant l'année scolaire 2005/2006; durant cette phase, le programme bénéficiera d'une assistance technique du PAM et d'un appui de la Banque mondiale, de l'UNICEF et de la FAO par le biais de leurs programmes au Nigéria. Le budget du projet, qui est en cours d'adoption par le gouvernement, devrait être réparti entre les gouvernements (fédéral, national et local); 10 pour cent des fonds alloués par le gouvernement fédéral à la Commission universelle d'éducation de base — qui représente, pour sa part, 2 pour cent du budget fédéral total— seront réservés à ce programme expérimental.
15. Le 29 juillet 2005, M. Olusegun Obasanjo, Président du Nigéria et Président du Comité d'exécution du NEPAD composé de chefs d'État et de gouvernement, a organisé un forum de réflexion avec les parties intéressées afin de les mobiliser en faveur du lancement du programme en 2005–2006. Les organismes donateurs, les partenaires du secteur privé et des organisations telles que la Banque mondiale, l'Agence japonaise de coopération internationale et l'UNICEF se sont engagés à soutenir pleinement le programme. Le gouvernement a demandé que l'assistance technique du PAM se poursuive tout au long de



la mise en œuvre. Il a été recommandé qu'un Comité interministériel de planification et de gestion soit mis en place; un autre forum se tiendra en décembre 2005 afin de faire le point sur les progrès enregistrés. Les partenaires et le gouvernement ont été encouragés à collaborer et à utiliser le programme expérimental de santé et d'alimentation scolaire comme un moyen d'éradiquer la faim chez les enfants et de parvenir à une éducation de base universelle.

16. Au Ghana, en juin 2004, un groupe de travail composé de représentants de divers ministères, de la FAO, du PAM, de l'Université des Nations Unies et du projet des Nations Unies objectifs du Millénaire a soumis une proposition au Président Kufuor qui avait déclaré espérer couvrir au moins 25 pour cent du budget du projet avec ses propres ressources et faire appel au NEPAD pour l'aider à mobiliser des fonds auprès des partenaires de développement et du secteur privé. Toutefois, les modalités de coordination et de supervision restent à préciser et il faut attendre que les donateurs sur place approuvent officiellement la proposition, y compris le financement.
17. D'autres pays pilotes —le Malawi, la Zambie et le Mozambique— se sont montrés intéressés par le programme et auront besoin de l'appui technique du PAM et d'autres partenaires pour démarrer. Le NEPAD et ses partenaires, dont le PAM, doivent envisager les problèmes auxquels ces pays risquent d'être confrontés; l'expérience en Ouganda et au Ghana montre que les bureaux de pays du NEPAD devront renforcer leur soutien pour surmonter les difficultés éventuelles, comme celles, par exemple, de la promotion des propositions de pays et de la mobilisation des ressources nécessaires pour compléter l'apport financier des gouvernements.
18. Dans le document final du Sommet mondial des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à New York du 14 au 16 septembre 2005; ceux-ci s'engagent à prendre des mesures telles que l'élargissement des programmes d'alimentation scolaire, qui utiliseront des produits locaux partout où cela sera possible. On peut ainsi espérer qu'en contrepartie de cet engagement, les donateurs renforceront leur soutien aux activités du NEPAD dans le domaine de l'alimentation scolaire basée sur la production locale.

---

## CONSULTATION—MISE EN COMMUN DE L'INFORMATION

19. Lors de la troisième session ordinaire de 2004 à laquelle le NEPAD était convié, le PAM et le NEPAD ont présenté conjointement une communication informelle sur le processus de mise en œuvre du NEPAD. Le PAM a participé à la plupart des activités du NEPAD, y compris aux réunions de l'Union africaine et aux groupes de travail thématique de la Commission économique pour l'Afrique mis en place par les organismes des Nations Unies travaillant en Afrique sur les domaines prioritaires du NEPAD.

---

## NOUVEAUX DEFIS

20. L'initiative du NEPAD et le soutien apporté par le PAM et par d'autres organismes des Nations Unies n'en sont qu'à leur début. Ces trois dernières années, le NEPAD a rallié l'appui de la communauté des donateurs; le communiqué officiel du Sommet du G8 qui s'est tenu à Gleneagles (Royaume-Uni) en 2005 indique que le G8 confirme son engagement à soutenir les efforts décidés par l'Afrique et définis par l'Union africaine dans les stratégies et les programmes du NEPAD. Cette déclaration renforce le message contenu dans le rapport de la Commission pour l'Afrique dirigé par le Royaume-Uni intitulé Notre intérêt commun, ainsi que les recommandations figurant dans le rapport du



groupe consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur le Soutien international au NEPAD: "De la rhétorique à l'action: mobiliser le soutien international pour libérer le potentiel de l'Afrique". Le message fort qui se dégage est que sans un accroissement sensible de la mobilisation internationale, le NEPAD ne peut réussir.

21. L'élan créé par ces prises de position a permis d'accélérer l'exécution des projets définis par le NEPAD. Le NEPAD et les communautés économiques régionales ont presque terminé les consultations qui visent à faire mieux connaître le NEPAD et à s'assurer que les Africains en ont la maîtrise à tous les niveaux. L'étape de préparation de la mise en service du PDDAA et la finalisation des propositions de projet touchent également à leur fin. La prochaine étape cruciale est de transformer les promesses et les engagements en un soutien et des actions concrètes.
22. Le PAM s'est engagé à poursuivre et à renforcer son soutien au NEPAD, notamment pour les programmes du PDDAA pouvant rapidement donner des résultats, tels qu'identifiés par les communautés économiques régionales et par certains pays. Le PAM et le NEPAD poursuivront leur collaboration avec d'autres partenaires, dont les organismes des Nations Unies, pour développer et renforcer les capacités nationales et régionales afin de répondre aux problèmes de l'insécurité alimentaire, de la faim et de la malnutrition qui affectent les individus et les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables.
23. Les secteurs prioritaires définis par le PAM et le NEPAD sont les suivants:
  - i) développement des ressources humaines/éducation de base: suivi de l'exécution du programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux, y compris des questions liées à la malnutrition et à la faim;
  - ii) préparation aux situations d'urgence et organisation des secours: mise en œuvre des activités prioritaires définies au lendemain de la réunion d'Accra et adoptées au cours des journées de réflexion du NEPAD en octobre 2005, et plus particulièrement soutien au renforcement des capacités institutionnelles en vue d'aider les communautés économiques régionales et les pays eux-mêmes à surveiller la sécurité alimentaire et à faire face aux pénuries alimentaires et à la faim;
  - iii) organisation conjointe de campagnes au plus haut niveau politique afin de sensibiliser l'opinion publique à l'incidence du VIH/sida sur la sécurité alimentaire et sur les moyens de lutter contre la faim et la malnutrition de manière durable; enfin,
  - iv) mise en commun de l'information.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l’Afrique centrale
COMESA	Marché commun d’Afrique orientale et australe
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique
PD	Département des politiques et des affaires extérieures
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine
SADC	Communauté du développement de l’Afrique australe
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance

